

CNCDP, Avis N° 19 - 10

Avis rendu le 27 juillet 2019

Titres : Principes : 1 ; 3 - Articles : 7 ; 17 ; 22 ; 26 ; 31-

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La psychologue qui sollicite l'avis de la Commission exerce en libéral. Elle vient de rompre un contrat conclu avec un consoeur, dans le cadre d'un cabinet inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).

Dans ce document, dit « exclusif de tout lien de subordination », la consoeur est dénommée « titulaire » et la demandeuse « assistante libérale ». Il fait référence au respect des règles professionnelles « notamment le code de déontologie » et stipule, dans sa clause de résiliation, que « les documents relatifs à la patientèle restent propriété du titulaire ». Il prévoit également des conditions contraignantes de non concurrence.

C'est sur ces points particuliers que la Commission est sollicitée. La demandeuse souhaite savoir si la « titulaire » peut exiger qu'elle lui restitue ses « notes personnelles », jugées confidentielles. Elle indique s'installer dans une autre ville et envisager de remettre les comptes rendus à la titulaire pour les seules personnes qui souhaiteront poursuivre des entretiens au sein du cabinet.

Documents joints :

- Copie du « contrat d'assistant libéral » signé par les deux psychologues.
- Copie d'une annexe au contrat comportant un certain nombre de « consignes », transmise à la demandeuse, en début d'activité.
- Copie de deux lettres recommandées, avec accusé réception, adressées à la demandeuse par la « titulaire ».

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter des points suivants :

- Aspects déontologiques liées à l'interruption d'activité du psychologue
- Confidentialité des informations et des données recueillies par le psychologue

1. Aspects déontologiques liées à l'interruption d'activité du psychologue

Quelles que soient ses conditions d'exercice, le psychologue est soumis à une responsabilité professionnelle vis-à-vis des personnes qu'il reçoit, comme l'indique le Principe 3 :

Principe 3 : Responsabilité et autonomie

« Outre ses responsabilités civiles et pénales, le psychologue a une responsabilité professionnelle. Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule. Il peut remplir différentes missions et fonctions : il est de sa responsabilité de les distinguer et de les faire distinguer. »

Dans le cas où le psychologue souhaite interrompre son activité, qu'elle soit à titre libéral ou salarié, il s'assure de la continuité de son travail, comme le rappelle l'article 22 :

Article 22 : *« Dans le cas où le psychologue est empêché ou prévoit d'interrompre son activité, il prend, avec l'accord des personnes concernées, les mesures appropriées pour que la continuité de son action professionnelle puisse être assurée. »*

Dans la situation présente, la demandeuse dit avoir proposé à ses patients, s'ils le souhaitent, de poursuivre leurs entretiens au sein du cabinet de sa consœur, ce qui est conforme au Principe 1 du Code :

Principe 1 : Respect des droits de la personne

« Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationale, européenne et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et

spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection. Il s'attache à respecter l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision. Il favorise l'accès direct et libre de toute personne au psychologue de son choix. Il n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées. Il préserve la vie privée et l'intimité des personnes en garantissant le respect du secret professionnel. Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »

A la lecture des courriers recommandés reçus par la demandeuse, la Commission constate que le désaccord porte principalement sur la clause de non concurrence entre les parties.

Ledit contrat prévoit en effet qu'en cas de départ, la demandeuse devra s'interdire d'exercer pendant une année dans un rayon de 50 kilomètres, autour du cabinet et d'y réorienter « prioritairement » les patients. Si l'on s'en remet au Principe 1 du Code, cette clause vient amoindrir singulièrement les possibilités de choix de ces derniers.

La Commission s'est interrogée au sujet de cette disposition qui, selon les termes du contrat, serait non-applicable dans le seul cas où « la titulaire » serait condamnée pour « manquement grave aux règles professionnelles et déontologiques », sanctionné par l'interdiction d'exercer. En effet, de par l'absence de légalisation du code de déontologie en France, aucune instance arbitrale n'est habilitée à prononcer une telle sanction, ce que « la titulaire » ne peut ignorer.

2. Confidentialité des informations et des données recueillies par le psychologue

Le code de déontologie oblige le psychologue au respect de la dimension psychique des personnes qu'il reçoit et au strict respect du secret professionnel comme l'indiquent le Principe 1 déjà cité et l'article 7 :

Article 7 : *« Les obligations concernant le respect du secret professionnel s'imposent quel que soit le cadre d'exercice. »*

Dans le cadre d'un exercice en cabinet libéral, cette obligation déontologique ne saurait être détournée.

Comme le rappelle l'article 19, les seules possibilités ou obligations de levée du secret professionnel sont les situations où le patient est en danger voire en péril. Le psychologue évalue alors avec discernement la conduite à tenir :

Article 19 : *« Le psychologue ne peut se prévaloir de sa fonction pour cautionner un acte illégal et son titre ne le dispense pas des obligations de la loi commune. Dans le cas de situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité psychique ou physique de la personne qui le consulte ou à celle d'un tiers, le psychologue évalue avec discernement la conduite à*

tenir en tenant compte des dispositions légales en matière de secret professionnel et d'assistance à personne en péril. Le psychologue peut éclairer sa décision en prenant conseil auprès de collègues expérimentés. »

Ceci complète ce que prévoit le Principe 3, déjà cité, qui rappelle que le psychologue est un professionnel entièrement responsable sur le plan civil et pénal. Dans la situation présente la psychologue a signé un contrat dans lequel il est stipulé que les dossiers des patients sont conservés par le psychologue dans un lieu qui permet d'assurer la confidentialité des informations contenues, ce qui est conforme à l'article 26 du Code :

Article 26 : *« Le psychologue recueille, traite, classe, archive, conserve les informations et les données afférentes à son activité selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il en est de même pour les notes qu'il peut être amené à prendre au cours de sa pratique professionnelle. {...}. »*

La Commission observe que, dans les lettres recommandées adressées par la « titulaire » à la demandeuse, les injonctions qui sont listées adoptent un ton particulièrement directif qui semble heurter le lien contractuel initialement convenu et révéler toute l'ambiguïté de leurs relations. Toutefois la demande de restituer « les documents relatifs à la patientèle » ne précise en aucun cas leur contenu. La Commission estime qu'ils ne peuvent être assimilés aux « notes personnelles » qui appartiennent à la psychologue.

Ainsi, en s'appuyant sur les articles 17 et 31, la psychologue est fondée à proposer de rédiger des comptes rendus uniquement pour les patients qui souhaiteront poursuivre des entretiens dans ce cabinet et après les en avoir informés :

Article 17 : *« Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. La transmission à un tiers requiert l'assentiment de l'intéressé ou une information préalable de celui-ci. »*

Article 31 : *« Lorsque plusieurs psychologues interviennent dans un même lieu professionnel ou auprès de la même personne, ils se concertent pour préciser le cadre et l'articulation de leurs interventions. »*

La Commission met en garde sur l'importance de refuser des conditions de travail qui peuvent entraver l'exercice professionnel du psychologue, notamment à travers la signature de contrats dont certaines clauses pourraient s'avérer peu compatibles avec l'intérêt et le respect des personnes accueillies.

Pour la CNCDP
La Présidente
Mélanie GAUCHÉ

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 19 - 10

Avis rendu le : 27 juillet 2019

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes : 1 ; 3 - Articles 7 ; 17 ; 22 ; 26 ; 31-

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Psychologue TA Secteur libéral

Contexte de la demande : Relation/conflit avec les collègues psychologues

Objet de la demande d'avis : Organisation de l'exercice professionnel

TA Dispositif institutionnel

Indexation du contenu de l'avis :

Accès libre au psychologue

Autonomie professionnelle

Confidentialité TA Confidentialité de l'identité des consultants

Continuité de l'action professionnelle / d'un traitement psychologique

Secret professionnel TA Notes personnelles